

LE DEVOIR

VOL. XC - N° 97

MONTRÉAL, LE MARDI 4 MAI 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Partir ou rester là

Que Lorraine Pagé parte ou reste là où elle est, à la CEQ, le jugement de la Cour municipale la rendant coupable de vol à l'étalage aura de lourdes répercussions sur cette organisation syndicale, à la veille des négociations dans le secteur public.

Mme Pagé est restée silencieuse hier, pendant qu'une trentaine de dirigeants de la Centrale de l'enseignement du Québec se réunissaient. Mais ils remettront vraisemblablement le sort de leur présidente entre les mains d'un conseil général extraordinaire, qui aura lieu vendredi. Cette instance réunit quelque 300 représentants syndicaux.

En attendant, Lorraine Pagé a décidé, selon les membres du comité exécutif, de renoncer à l'exercice des fonctions liées à la présidence, qui seront assumées par la première vice-présidente, Monique Richard.

Hier, à peu près personne à la CEQ n'a voulu commenter le jugement de la Cour municipale ou émettre une opinion. Le silence était de rigueur et l'organisation syndicale était fermée comme une huître.

En revanche, le président de la Fédération des travailleurs du Québec, Henri Massé, n'a pas hésité, lui, à donner son appui à Mme Pagé. Au lendemain du jugement, il déclarait sans ambiguïté qu'une personne de ce calibre devait rester à la tête de la centrale.

M. Massé serait en effet bien seul sans sa collègue, lorsque les négociations avec le gouvernement gagneront en intensité cet automne. Et il ne souhaite sans doute pas se retrouver avec une personne plus radicale que Mme Pagé, qui, comme on le sait, a failli se faire battre par l'aile radicale au dernier congrès de son organisation.

Le portrait n'est guère plus stable à la CSN. Gérald Larose a annoncé son départ et les énergies de cette centrale sont tout entières tournées vers l'élection de son successeur avant les vacances d'été. Le nouveau

venu ne sera pas un néophyte, mais il en sera vraisemblablement à sa première expérience comme porte-parole du Front commun. Il devra faire ses classes.

Les récents incidents qui ont atteint la présidence de la CEQ ne feront certainement rien pour renforcer un front commun déjà fragile: au cours des derniers mois, Mme Pagé et M. Larose ont eu maille à partir dans le dossier de l'équité salariale, la CSN accusant Mme Pagé d'utiliser l'équité salariale pour inscrire des demandes salariales ne figurant pas au programme du front commun. Les deux présidents de centrales ne se sont vraiment jamais réconciliés depuis.

Ce dossier de l'équité salariale ne fait pas non plus l'unanimité au sein de la CEQ. L'équipe dirigeante doit composer depuis de nombreux mois avec des enseignants dissidents qui n'approuvent pas les revendications de Mme Pagé, entre autres parce qu'elles font peu de cas de la scolarité des enseignants dans le calcul du salaire.

Mais ce dossier est celui de Mme Pagé et, comme toutes les causes qu'elle embrasse, elle le défend avec conviction, sans accorder un pouce de terrain à son adversaire. Le gouvernement a eu beau tourner en dérision l'énormité du coût des demandes — 800 millions de dollars au moins —, Lorraine Pagé a eu, au cours de la dernière année, réponse à tout.

La présidente de la CEQ a manifesté la même ténacité l'an dernier lors des débats sur les modifications à la Loi sur l'instruction publique, tenus sous l'ex-ministre Pauline Marois. La leader syndicale a réussi à faire reculer la ministre sur la question des écoles à vocation particulière, dont l'expansion est désormais solidement encadrée. Elle a eu moins de succès avec d'autres dispositions de la loi — dont celles permettant aux écoles de faire des collectes de fonds —, mais elle a réussi à accroître le poids des enseignants au sein des conseils d'établissements d'école, la nouvelle structure par laquelle passe désormais le pouvoir.

Mme Pagé est une bête politique et une actrice de la scène québécoise depuis de longues années. Elle aime son métier. Elle en mange.

En décembre dernier, après que *Le Journal de Montréal* eut diffusé son arrestation, Mme Pagé rencontrait la presse pour demander aux médias d'être patients en attendant que le processus judiciaire suive son cours. Interrogée à ce moment sur ses intentions, Mme Pagé avait eu ces mots: «J'adore le métier que je fais. Je ne veux et ne peux rester à l'écart des luttes syndicales que mène la CEQ.»

À ce moment, Mme Pagé disait: «Mon avocat m'a imposé le bâillon et je dois l'écouter.» Il s'en trouvait plusieurs, au sein de la CEQ, pour penser que Mme Pagé devait alors opter pour la transparence en avouant sa faiblesse plutôt que de s'enfermer dans le jeu juridique. Mme Pagé a choisi l'autre voie et elle a perdu.

Contrairement aux pratiques en vigueur à la CSN et à la FTQ, où les présidents ont, ces dernières années, laissé occasionnellement la place à d'autres porte-parole, Mme Pagé est seule au sommet depuis plusieurs années, où elle occupe toute la place.

Et, comme tous les leaders syndicaux forts, elle passe une certaine partie de son temps à faire la leçon aux autres, à partir d'une certaine morale. Et c'est cet aspect du travail de Mme Pagé qui sera rendu difficile si elle reste, indépendamment du fait que tout le monde a le droit de se tromper.

IDÉES

La chronique de Chantal Hébert: La condition gagnante de Jean Charest, page A 7



ÉCONOMIE

Le dollar canadien dépasse les 69 ¢, page B 2

HORIZONS

Montréal à tire-d'aile, page B 1



Casse-cou assoiffé



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

CEUX qui ont déjà vu le monument George-Étienne-Cartier au parc Jeanne-Mance, à Montréal, secoueront la tête d'incrédulité en imaginant ce jeune alpiniste casse-cou se hisser sur la sculpture et prendre le temps de se désaltérer, un pied sur la tête de la statue.

Achat de Champigny par Renaud-Bray

Le milieu du livre s'étonne mais ne s'inquiète pas

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

L'acquisition possible des librairies Champigny par Renaud-Bray étonne certains acteurs du milieu du livre mais ne les inquiète pas, le partenariat avec le Fonds de solidarité de la FTQ tenant lieu d'assise financière rassurante pour la suite des événements.

L'annonce de cette transaction imminente, parue samedi dans *Le Devoir* et confirmée le matin même par le président de Renaud-Bray, Pierre Renaud, a provoqué quelques réactions de surprise chez certains éditeurs, distributeurs et libraires. Rappelons que M. Renaud, propriétaire des

cinq librairies Renaud-Bray, a déposé une offre pour acheter Librairie Champigny inc., laquelle comprend les trois succursales actuelles de Champigny (rue Saint-Denis, Centre Laval, Carrefour Angrignon). La transaction pourrait être conclue au cours des prochaines semaines, a précisé M. Renaud.

«L'important, c'est que les librairies puissent rester ouvertes», affirme d'abord Robert Leroux, président de l'Association des libraires du Québec. À ce sujet, Pierre Renaud a déjà affirmé qu'aucune fermeture de succursales n'était à l'ordre du jour. «Certains ont parlé de concentration,

VOIR PAGE A 8: LIVRE

De Toronto à Inverness

Voyage au cœur du nationalisme écossais

Voici le premier de trois articles de notre correspondant Christian Rioux abordant les principaux enjeux du scrutin historique de jeudi prochain, qui permettra de constituer le premier Parlement écossais depuis 300 ans.

CHRISTIAN RIOUX
ENVOYÉ SPÉCIAL DU
DEVOIR EN ÉCOSSE

Inverness — Le train pour Inverness, capitale des Highlands au nord de l'Écosse, a tout des trains canadiens. Non seulement est-il bourré de retraités et d'étudiants de l'Ouest et des Maritimes à la recherche de leurs aïeux, mais il a la même lenteur: trois heures trente minutes pour parcourir 250 km! À Inverness, c'est même un Torontois revenu défendre l'indépendance de sa terre natale après 15 ans d'exil canadien qui m'accueille.

Les Écossais ne font pas que boire de la Labatt, manger des fèves au lard et danser des sets carrés, ils ont aussi attrapé le virus indépendantiste. Den-

nis MacLeod a quitté le Canada pour racheter à Strathconan la maison du clan des MacKenzie, ceux qui ont donné leur nom à la rivière des Territoires du Nord-Ouest. Depuis son retour, cet investisseur minier que l'épicière du coin surnomme «mon millionnaire» est devenu l'un des principaux organisateurs du Scottish National Party (SNP), le parti indépendantiste écossais qui pourrait devenir l'opposition officielle dans le nouveau Parlement d'Édimbourg. Il en est même l'un des principaux mécènes, après bien sûr Sean Connery, l'interprète de James Bond, qui verse au parti 100 000 \$ par année. «Moi, je suis Goldfinger», dit Dennis MacLeod en éclatant de rire.

Aller à Inverness, c'est un peu remonter aux racines du nationalisme

écossais. À quelques kilomètres du Loch Ness, presque tout le monde croit au monstre légendaire dont tous les musées exhibent des photos à l'authenticité garantie. «Qui serait assez stupide pour détruire une industrie qui attire des millions de touristes chaque année?», demande MacLeod. Entre le match de soccer et le pub, on parle de la rébellion jacobite et de la défaite de Culloden (1746) comme si c'était hier. Une bataille après laquelle l'armée anglaise a déporté 90 % de la population du coin, dont la majeure partie est allée fonder la Nouvelle-Écosse. Longtemps avant le Kosovo.

En 1967, la région fut la première à élire un membre du SNP: Winnie Ewing, devenue députée européenne et consacrée depuis mère supérieure du parti. Cette victoire marquait le dé-

but de la modernisation d'une formation autrefois associée aux secteurs les plus conservateurs. Le slogan de l'époque ne manquait pas d'audace: «Stop the world. Scotland wants to get on!» (Arrêtez le monde.

L'Écosse veut y monter!) Dans la plus pure tradition écossaise, Winnie Ewing a d'ailleurs fondé un clan puisque quatre membres de sa famille se présentent à l'élection de jeudi.

Fergus Ewing, son fils dans la trentaine, est l'une des figures montantes du parti. L'augmentation des taxes sur le carburant décriée par les travailleurs, et qui touche durement les régions, pourrait lui offrir la victoire. «Londres pense encore qu'elle dirige le monde, dit-il. Cette hausse de taxe a provoqué la révolte de nombreuses entreprises.

VOIR PAGE A 8: ÉCOSSE

Québec et les Cris revendiquent des îles du Nunavut

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le gouvernement du Québec et la nation crie revendiquent des îles septentrionales sur le point de passer sous la juridiction du nouveau gouvernement du Nunavut. Ces îles des baies James, d'Hudson, d'Ungava et du détroit d'Hudson font l'objet de telles revendications depuis des années de la part de Québec et des Cris, mais le gouvernement fédéral refuse maintenant d'en discuter, prétextant la démarche juridique entreprise par la nation crie pour les récupérer.

VOIR PAGE A 8: NUNAVUT

Rencontre Tchernomyrdine-Clinton

La négociation s'annonce ardue

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Les États-Unis et la Russie ont constaté hier que d'importantes difficultés persistaient dans la recherche d'une issue diplomatique à la crise du Kosovo et ont convenu de poursuivre leurs discussions dans les «jours et les semaines qui viennent».

S'exprimant à la suite de l'entrevue entre Bill Clinton et l'émissaire russe pour la Yougoslavie, Viktor Tchernomyrdine, un haut responsable de la Maison Blanche a expliqué que le président yougoslave Slobodan Milosevic n'acceptait toujours pas la nécessité d'un retrait complet des forces serbes du Kosovo.

Slobodan Milosevic n'accepte pas non plus la présence d'une force internationale avec de forts éléments de l'OTAN pour garantir le respect d'un règlement de paix et les «différentes séquences» pouvant conduire à un arrêt des bombardements, selon ce même haut responsable qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat.

Selon la même source, l'ancien Premier ministre russe a également présenté au président américain de nouvelles idées pour tenter de dégager un règlement de paix. Les nouvelles idées russes, a-t-il indiqué, ont trait à la reprise du processus de négociations.

Ce haut responsable a ajouté que la proposition de paix énoncée par Slobodan Milosevic dans la lettre qu'il avait

VOIR PAGE A 8: NÉGOCIATION

Lire aussi en page A 5

■ L'OTAN utilise une arme ultra-secrète

ACTUALITÉS

Le débit du Saint-Laurent a chuté de 33 %

■ À lire en page A 2

MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé
et très chaud.
Max: 28 Min: 9

Québec
Ensoleillé
Max: 28 Min: 9

Détails, page B 4

INDEX

7
8313 000651 8

7
8313 000651 8

8

7
8313 000651 8

8

Annances B 6 Le monde A 5
Avis publics..... B 4 Les sports B 6
Culture B 7 Montréal..... A 3
Économie B 2 Mots croisés .. B 6
Editorial..... A 6 Politique A 4
Horizons.....B 1 Télévision B 7

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

LIVRE

SUITE DE LA PAGE 1

mais je pense que le danger n'est pas bien gros quand on y pense bien», ajoute M. Leroux, précisant que «l'empire» Renaud-Bray ne s'étendrait qu'au Grand Montréal advenant la conclusion de la transaction.

«C'est assez surprenant dans la mesure où la situation de Champigny semblait se redresser et où plusieurs croyaient qu'ils allaient tous les deux continuer à se livrer concurrence», explique Johane Phaneuf, directrice commerciale pour le secteur français chez le distributeur Prologue.

A cause justement de la féroce concurrence que se sont livrées les deux chaînes au fil des ans, ouvrant des succursales l'une en face de l'autre, effleurant même il y a quelques années la possibilité d'une fusion, plusieurs ont d'ailleurs sursauté à l'annonce des fiançailles. «Mais si le mariage de ces deux-là peut fortifier l'ensemble, nous ne pouvons que nous en réjouir», a précisé hier Pierre Bourdon, directeur commercial de Messageries ADP, important distributeur dans le paysage littéraire québécois.

Aucun signe avant-coureur — des comptes non payés, par exemple — n'indiquait toutefois une situation difficile du côté de Champigny. «Au contraire! Après la restructuration de l'an dernier [le président Raymond Talbot fermait alors trois de ses six librairies], nous avions plutôt l'impression que ça allait bien. C'est peut-être quand les choses vont bien que c'est le moment de vendre...»

Le partenariat établi avec le Fonds de solidarité de la FTQ depuis les déboires financiers de Renaud-Bray en 1996 semble aussi peser lourd dans la

balance des réactions. «Aujourd'hui, Pierre Renaud est appuyé par des conseillers financiers, des gens très pragmatiques — je parle du Fonds [de solidarité]. Il est beaucoup mieux entouré qu'il y a deux ans», poursuit Pierre Bourdon.

«Pour beaucoup, le partenariat avec le Fonds de solidarité inspire la confiance et est symbole de sécurité financière», ajoute Robert Leroux. On se rappellera qu'en 1996, les librairies Renaud-Bray étaient placées sous la protection de la Loi de la faillite et de l'insolvabilité. Créant une véritable onde de choc dans l'industrie du livre, cette situation était toutefois corrigée par le sauvetage effectué par le Fonds de solidarité de la FTQ. L'actionnaire avait alors acheté son partenariat — 49 % des actions — pour 1,7 million de dollars.

Quant aux incidences directes sur le marché du livre, elles pourraient être «catastrophiques», juge le président de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), Pascal Assathiany, si la vocation de libraire de la nouvelle chaîne est supplantée par des intérêts mercantiles. «Si jamais le commercial devait prendre le dessus et que l'une ou l'autre des chaînes devait diminuer son fonds [de livres], ce serait une catastrophe», affirme celui qui est aussi à la tête de la maison Boreál et du distributeur Dimédia. Pour les éditeurs littéraires et de sciences humaines, ça aurait une incidence directe et plutôt embêtante.

Pour M. Assathiany, plutôt surpris de cette éventuelle transaction et lui aussi rassuré par la présence du Fonds de solidarité, le rachat de Champigny par Renaud-Bray ne représenterait tout de même pas la porte ouverte sur le phénomène de concentration comme on le connaît au Canada anglais et aux États-Unis. Mais il fait une mise en garde: «Quand un client [libraire] commence à représenter plus de 10 ou 12 % du chiffre d'affaires d'un distributeur, et que c'est concentré sur un même territoire, ça commence à être assez important comme phénomène.»

Il a de nouveau été impossible de joindre hier le président de Champigny, Raymond Talbot, pour obtenir sa version des faits. On ne connaît encore aucun des détails de l'offre déposée par Pierre Renaud, ni non plus la hauteur de la participation financière, si tel est le cas, du Fonds de solidarité de la FTQ. Une rencontre de presse est prévue au moment de l'annonce.

SUITE DE LA PAGE 1

Le projet de loi C-62, portant sur les droits de surface et une office de gestion des eaux, confirmerait la passation de ces îles aux mains du Nunavut, selon le député bloquiste de Saint-Jean à Ottawa et porte-parole en matière autochtone, Claude Bachand. Il pense que les Cris et Québécois ont tout intérêt à faire front commun contre Ottawa dans ce dossier.

«J'ai dit à Matthew Coon-Come qu'on devrait d'abord s'assurer que les îles ne soient pas transférées au Nunavut. On pourra ensuite discuter entre nous et voir si on en fait une extension de la Convention de la Baie-James ou non.»

Au cabinet du ministre des Affaires autochtones, la porte-parole Esther Boily explique qu'il n'y a pas de véritable alliance entre le gouvernement du Québec et les Cris sur la question des îles du Nunavut. Souvent opposés sur les questions de territorialité, notamment par rapport à l'éventualité de la souveraineté du Québec, le gouvernement québécois et les Cris ont récemment mis fin à des pourparlers sur le régime forestier en raison d'une action juridique entreprise par la nation cric.

Lors de la signature de la Convention de la Baie-James en 1975, le ministre fédéral Judd Buchanan avait alors indiqué aux Cris, par lettre, qu'aurait lieu une négociation séparée sur le statut de ces îles septentrionales du Québec. Cet engagement a été répété en 1995 par le ministre Ron Irwin, mais les Cris et le Québec attendent depuis ce temps un geste d'Ottawa. C'est devant l'inaction du gouvernement fédéral et la création du Nunavut que les Cris ont présenté une demande d'injonction en février. De son côté, le Québec a réaffirmé sa position la veille de la création du Nunavut au gouvernement fédéral.

«Les gouvernements du Québec font valoir depuis près d'un siècle que le territoire québécois devrait comprendre les îles, les eaux et les fonds marins adjacents à ses côtes. Plusieurs facteurs géographiques, économiques et socioculturels appuient cette démarche du Québec, parmi lesquels figurent l'occupation et la fréquentation des îles comme des milieux marins par des autochtones résidant au Québec», a écrit le ministre québécois des Ressources naturelles, Jacques Brassard, à la ministre fédérale des Affaires indiennes, Jane Stewart, le 30 mars dernier. Cette missive est restée jusqu'ici sans réponse.

Les leaders cric demandent depuis des années également le début de négociations sur le statut des îles littorales du Québec. En 1995 et en 1997, le ministre Ron Irwin leur a répondu qu'il acquiesçait à leur demande en imposant toutefois ses conditions aux pourparlers.

«Des négociations séparées concernant les revendications cric sur les îles et les milieux marins adjacents aux terres traditionnelles cric pourront débiter lorsque le cabinet aura

SUITE DE LA PAGE 1

confiée au révérend Jackson à l'intention du président était «inadéquates sur plusieurs points».

L'ancien premier ministre russe a lui-même reconnu que ses entretiens avec le président Clinton avaient buté sur d'importantes difficultés.

L'arrêt des bombardements de l'OTAN constitue «le principal problème», a expliqué l'émissaire russe.

«Il faut, a-t-il ajouté, que nous réfléchissions sur les circonstances et les paramètres» qui pourraient entraîner l'arrêt des frappes. «C'est un processus qui réclame des négociations détaillées car les enjeux sont très élevés.»

Viktor Tchernomyrdine devait encore être reçu lundi dans la soirée par le vice-président américain Al Gore.

Des signes de souplesse

Le président Clinton avait manifesté un peu plus tôt dans la journée des signes de souplesse, avant de rencontrer Viktor Tchernomyrdine.

NUNAVUT

examiné et approuvé un mandat fédéral de négociation. La participation du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (et subséquemment du Nunavut) sera requise», écrivait-il le 25 avril 1997 au grand chef Matthew Coon-Come.

En 1993, le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, et sa ministre de l'Énergie et des Ressources, Lise Bacon, avaient tous deux relancé le dossier devant l'éventualité de la création du Nunavut. Dans les deux cas, le gouvernement Mulroney avait opposé une fin de non-recevoir.

«Tout en accueillant favorablement le projet Nunavut», écrivait M. Bourassa à son homologue fédéral, je vous rappelle que le Québec possède des intérêts sur une partie du territoire qui pourrait être attribuée à ce gouvernement autochtone.»

Mme Bacon soulignait, par sa part, que ce sont des populations nordiques québécoises qui exercent leurs activités sur les îles devenant maintenant propriété du Nunavut.

«Tant pour des raisons d'accessibilité et de disponibilité des services que des coûts engendrés par une telle situation, écrivait-elle à Ottawa, l'administration de ces îles ne peut se faire de façon raisonnable, efficace et économique qu'à partir du territoire québécois.»

Le député Claude Bachand insiste d'ailleurs sur l'illogisme de la situation de certains trappeurs et pêcheurs cric qui pourraient être contraints d'aller quérir des permis à des milliers de kilomètres à Iqaluit, la capitale du Nunavut, alors qu'ils effectuent leurs activités traditionnelles en ce moment en toute légalité, sans avoir à demander de permission à qui que ce soit.

«Comment ces îles, dont plusieurs sont à un jet de pierre du sol québécois et sur lesquelles la présence cric est historique, peuvent-elles être gérées par le gouvernement du Nunavut?»

En 1992, le géographe spécialiste du territoire québécois Henri Dorion faisait la distinction entre les îles rattachées au Québec à marée basse et celles plus éloignées, les unes faisant partie du Québec, les autres, non.

«La loi est claire: toutes les îles du littoral non rattachées au continent à marée basse autour du Nouveau-Québec appartiennent aux Territoires du Nord-Ouest. Est-ce qu'elles devraient appartenir au Québec? Voilà une tout autre question.»

Oui, répondait-il plus loin dans un texte publié par la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. M. Dorion concluait que la loi devait être révisée parce que les peuples autochtones nordiques du Québec, comme les Cris et les Inuits, utilisaient depuis longtemps les îles littorales du Québec.

«Un Inuit ou un Blanc qui prend son bain dans la baie d'Hudson à marée basse sort du Québec. Ça fait image, mais ça montre le ridicule de la situation.»

CLINTON

Le dirigeant américain avait évoqué pour la première fois la possibilité d'une «pause» dans les frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie.

Une pause dans les bombardements, avait expliqué Bill Clinton, implique que Belgrade accepte les «principes de base» énoncés par l'OTAN et «au moins le début du retrait des forces serbes».

Le président américain a aussi reconnu qu'il existait une «marge de manoeuvre» au sujet de la composition d'une future force de maintien de la paix au Kosovo.

La composition de cette force constitue jusqu'ici le point le plus épineux en suspens entre Belgrade et l'OTAN pour parvenir à un arrêt des frappes engagées le 24 mars.

Cette force, selon Bill Clinton, doit représenter une «large force internationale de sécurité» au sein de laquelle l'OTAN doit jouer un «rôle» ou, a-t-il dit plus tard, une «grande part».

L'Alliance insistait jusqu'à récemment pour qu'elle soit «dirigée» par l'OTAN, avant de réclamer qu'elle en constitue le «noyau».

EN BREF

Le carnet de Nelligan est vendu

(Le Devoir) — Le carnet inédit de 365 pages écrit de la main du poète Émile Nelligan a été vendu aux enchères, hier soir, à l'Hôtel des encans de Montréal. Le précieux document a été acquis par un collectionneur privé au coût de 21 000 \$. Les représentants de la Bibliothèque nationale du Québec, présents sur les lieux, n'ont donc pu mettre la main sur ce carnet que Émile Nelligan a écrit lors de son séjour à l'hôpital dans les années 1920. La Bibliothèque nationale a abandonné la partie après avoir annoncé la somme de 20 000 \$. Ce carnet de poèmes, l'un de ceux qu'Émile Nelligan a rédigés au cours de son internement à l'asile Saint-Benoît-Joseph-Labre et à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, a été écrit de la main du poète au crayon de plomb. On y retrouve quelques-uns de ses propres poèmes dont Le Vaisseau d'Or avec un nouveau titre: Le Vaisseau d'Orput. D'autres œuvres de ses maîtres à penser tels Anthony Spatela, Rodenbach et des fables de La Fontaine y sont consignées.

Vandalisme chez Bell

(PC) — Quelque 3000 abonnés de Bell ont été privés de service téléphonique hier en banlieue sud de Montréal à la suite d'actes de vandalisme commis sur des équipements de la compagnie. Des câbles ont notamment été sectionnés sur des équipements de distribution. Les secteurs de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, de Bevoil et de Varennes, entre autres, ont été visés. Certains clients de Bell pourraient devoir attendre jusqu'à ce soir avant que le service ne soit rétabli. Ces incidents surviennent au moment où 9500 travailleurs syndiqués de Bell, 7200 techniciens et 2300 téléphonistes, entreprennent leur quatrième semaine de grève. Le porte-parole de Bell, Louis Arsenault, a indiqué hier qu'il laissait à la police le soin de découvrir qui a commis ces actes de vandalisme. Le devoir de la société de téléphone est de rétablir le service le plus rapidement possible, a-t-il précisé. Quant à Marie-Andrée L'Heureux, porte-parole du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (CTC), elle affirme que les syndiqués ne sont aucunement responsables de ce qui est arrivé. Une rencontre a eu lieu hier à Montréal entre Bell et le syndicat des techniciens et des téléphonistes, à la demande du ministère fédéral du Travail. La partie patronale et le syndicat ont convenu de ne faire aucun commentaire sur ces discussions, qui se poursuivront aujourd'hui. Par ailleurs, Bob White, qui quittera bientôt ses fonctions de président du Congrès du travail du Canada, dirigera à Montréal aujourd'hui une marche à laquelle prendront part 3000 congressistes du CTC et des employés en grève de Bell.

SUITE DE LA PAGE 1

ÉCOSSE «Thatcher n'a jamais rien compris [...] et fit des erreurs dramatiques»

Seule l'indépendance permettra à l'Écosse de tenir vraiment compte des régions.» Il faut savoir que le nouveau Parlement n'aura pratiquement aucun pouvoir de taxation, surtout pas celui d'annuler les taxes décrétées par Westminster à qui l'on reproche ses dépenses somptuaires.

Mais les Écossais n'ont-ils pas toujours été de loyaux sujets de Sa Majesté? «Plus le souvenir de la Seconde Guerre mondiale s'estompe, dit Fergus Ewing, plus les jeunes s'identifient à l'Europe et moins ils sont attachés à l'Union.» Les sondages récents semblent lui donner raison: 44 % des électeurs entre 18 et 34 ans soutiennent l'indépendance, comparativement à 32 % pour les 35-64 ans.

Une nation distincte

L'acte d'Union, ça vous dit quelque chose? Les Écossais en parlent à la manière des Canadiens d'avant 1867. Certains utilisent même le mot «traité», un terme que les tribunaux n'ont jamais accepté puisque l'Union est née d'une loi de Westminster.

Cela n'empêche pas les Écossais d'avoir toujours été considérés par les Britanniques comme une nation distincte, explique le politologue anglais Bernard Crick. La sémantique canadienne sur la «société distincte» fait ici sourire les conservateurs aussi bien que les nationalistes. Contrairement au pays de Galles (qui élit aussi son assemblée jeudi), l'Écosse a volontairement sacrifié son Parlement en 1707 pour rejoindre le Royaume-Uni, où elle a conservé ses églises, ses lois et son système d'éducation. La langue n'a jamais posé problème puisqu'à cette époque, déjà, moins de 15 % des Écossais parlaient gaélique. «Les souverains se sont généralement souciés de rappeler le caractère multinational de leur empire», explique Bernard Crick. Georges IV n'ira-t-il pas jusqu'à porter le kilt?»

Voilà qui explique peut-être le nationalisme tranquille des Écossais. Selon plusieurs analystes, sa renaissance dans les années 80 est d'abord le résultat des maladroites du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher. «À cause de son manque flagrant de culture politique et de ses origines, Thatcher n'a jamais rien compris à l'Écosse et fit des erreurs dramatiques», dit Bernard Crick. La Dame de fer faillit provoquer une véritable insurrection en expérimentant en Écosse sa célèbre poll tax, une taxe destinée à remplacer l'impôt foncier et que devait payer chaque citoyen, riche ou pauvre, bébé comme étudiant.

Le Skye Bridge reste dans les Highlands le symbole de cette incurie. Il en coûte 10 \$ pour traverser cet ouvrage construit par l'entreprise privée à l'époque des privatisations à tout crin. Le pont est pourtant (avec un traversier) le seul lien du continent avec l'île Skye, l'une des plus belles du monde. Les travaillistes avaient promis d'abolir le péage, mais ils n'ont rien fait.

Les nationalistes sentent chez ces derniers une méfiance croissante à l'égard du sentiment national écossais. Leur refus d'installer le parlement là où il siégeait en 1707, sur Carl-

ton Hill, au cœur d'Édimbourg, est vu comme un affront à l'histoire. Les travaillistes ont préféré construire un nouveau bâtiment proche de la résidence royale de Holyrood.

Alex «Braveheart»

Pas surprenant que les indépendantistes restent forts dans le nord du pays, où se trouve d'ailleurs la circonscription du chef du SNP, Alex Salmond. Cet ancien économiste de la Royal Bank of Scotland, surnommé Alex «Braveheart» (une allusion au film du même nom), a entièrement renoué le parti dans les années 80. Ses talents de publicitaire sont reconnus par tous. La semaine dernière, les Écossais en ont eu une brillante démonstration alors qu'il était invité à une soirée de charité en compagnie de Tony Blair, mais sans droit de parole. Dès que le premier ministre s'est mis à critiquer les indépendantistes, à la manière des participants des quiz télévisés, il a brandi un carton sur lequel était inscrit le mot «Bluff».

N'empêche que, s'il ne livre pas la marchandise, le brillant polémiste pourrait avoir du fil à retordre avec les purs et durs de son parti. Margo MacDonald est un des leaders de cette tendance qui refusait même il y a deux ans de voter oui au référendum sur le Parlement écossais. Le SNP, qui semble avoir perdu tout espoir d'arriver premier, mise sur le second bulletin de vote que déposeront dans l'urne les électeurs. En Écosse, l'élection des députés dans chaque circonscription est doublée d'un scrutin de liste proportionnel.

Le SNP attribue sa chute dans les sondages à la férocité de la campagne travailliste, qui parle de «divorce» sur des

Les États-Unis et les autres pays de l'OTAN attachent une importance certaine au rôle d'intermédiaire que peut jouer la Russie pour tenter de résoudre la crise actuelle, alors que les frappes de l'Alliance durent depuis plus d'un mois.

Message de Jesse Jackson

Bill Clinton a reçu aussi hier soir le pasteur Jesse Jackson, qui a obtenu la libération le week-end dernier des trois soldats américains prisonniers des Serbes depuis fin mars. Le défenseur des droits civiques a lancé un appel à la reprise du dialogue avec Belgrade, à sa sortie de la Maison Blanche.

Jesse Jackson a même suggéré à Bill Clinton d'appeler le président yougoslave pour le remercier de la libération des trois militaires.

«Peut-être, a-t-il estimé, que juste un appel du président (Clinton) pour exprimer ses remerciements» devant la libération, ce week-end, des trois soldats, «pourrait susciter une conversation plus longue».

photos en noir et blanc. Plusieurs tabloïds à sensation se sont fait un plaisir de publier de vieilles photographies de Sean Connery serrant la main de Tony Blair ou de ministres travaillistes. L'opposition d'Alex Salmond à l'action de l'OTAN au Kosovo — «une folie impardonnable», dit-il — a aussi refroidi de nombreux partisans du SNP. Sa remontée récente dans les sondages est probablement liée à la volonté des électeurs de ne pas donner une majorité trop forte à un gouvernement travailliste qui a déjà tous les pouvoirs à Westminster.

Le ministre travailliste George Robertson avait dit que la dévolution tuerait le nationalisme écossais. Dennis MacLeod est convaincu du contraire. Aussi vrai que le paisible Loch Ness cache un mystère entretenu depuis des siècles, un nationaliste sommeille au fond de chaque Écossais, dit-il.

«Qu'il perde ou qu'il gagne, le SNP ne sera plus jamais le même après cette élection. Il passera de huit députés à Londres à une quarantaine à Édimbourg. Ses budgets de recherche seront multipliés par dix. Ses représentants seront chaque jour à la télévision écossaise.» Même s'il perd l'élection de jeudi, le SNP pourra jour après jour accuser Londres de restreindre les pouvoirs de la nouvelle assemblée, reconnaît Bernard Crick.

S'il gagne, les Écossais connaîtront les charmes d'un premier référendum et même d'un second. Car, dans l'éventualité d'un oui, le SNP en promet un autre sur le maintien de la monarchie. «On pourrait même imaginer un SNP au pouvoir incapable de faire l'indépendance», dit Bernard Crick. Welcome to the party!

Les indépendantistes tirent de l'arrière

CHRISTIAN RIOUX

Édimbourg — «L'enjeu de cette élection, c'est l'indépendance», a déclaré au Devoir Alex Salmond, chef du Scottish National Party (SNP), le parti indépendantiste écossais qui tire de l'arrière derrière les travaillistes. A 48 heures de l'élection du premier Parlement écossais depuis 300 ans, le chef du parti indépendantiste a entrepris de secouer ses troupes et diffuse sur tous les écrans une publicité mettant en vedette le célèbre interprète de James Bond, Sean Connery.

Encouragé par les sondages, selon lesquels le fossé entre travaillistes et indépendantistes se rétrécit, le bouillant leader prêche «des résultats spectaculaires» pour son parti aux élections de jeudi. «Nous revenons de la tombe», reconnaît un organisateur du parti moins enthousiaste.

Au coude à coude depuis des mois avec les travaillistes de Donald Dewar, les indépendantistes qui proposent un référendum sur l'indépendance au cours de leur premier mandat tiraient depuis peu de l'arrière par une vingtaine de points. Les derniers sondages accordent aux tra-

vailistes environ 45 % des voix. Il pourrait ainsi leur manquer entre trois et huit élus pour obtenir les 65 sièges (sur 129) nécessaires à un gouvernement majoritaire.

Les rumeurs de coalition entre travaillistes et libéraux démocrates (à qui l'on accorde une douzaine de députés) se multiplient hier à Édimbourg. Donald Dewar a admis la semaine dernière qu'une réunion avait eu lieu dès 1996 pour envisager une telle possibilité. Celle-ci pourrait forcer les travaillistes à revenir sur l'augmentation des frais de scolarité décrétée récemment, une revendication centrale des libéraux et des indépendantistes. Avec un peu plus de 60 députés, les travaillistes pourraient malgré tout essayer de former seuls le gouvernement.

Alors que le soutien au SNP tourne autour de 31 %, Alex Salmond entend consacrer ses dernières énergies à dénoncer les projets de privatisation de certains services hospitaliers et scolaires. Pour la plupart des militants indépendantistes, plus de 40 députés serait un résultat acceptable. Dans l'éventualité d'une coalition avec les libéraux, ce qui semble peu probable, ces derniers devraient accepter la tenue d'un référendum.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

ÉCONOMIE

Goldman Sachs entre à Wall Street

New York (AFP) — La banque d'investissement américaine Goldman Sachs a annoncé hier qu'elle allait introduire aujourd'hui à Wall Street 69 millions de titres à 53 \$ chacun. Le dernier grand partenariat privé de Wall Street va ainsi lever plus de 3,5 milliards \$ US grâce à son introduction en Bourse.

Longtemps attendue, et une fois repoussée, l'introduction en Bourse des titres de Goldman Sachs survient au meilleur moment pour la banque d'investissement, Wall Street ayant battu hier ses records, franchissant pour la première fois en clôture la barre des 11 000 points.

Fin d'une situation particulière

L'introduction en Bourse de l'une des plus célèbres banques d'investissement de Wall Street met fin à sa situation particulière liée à son statut de partenariat privé alors que ses principaux concurrents (Merrill Lynch, Morgan Stanley Dean Witter, Lehman Brothers, Salomon Smith Barney entre autres) sont publics ou appartiennent à des groupes dont le capital est détenu par le public. Les 69 millions d'actions proposées représentent environ 12 % du capital de la banque créée en 1869.

Cette introduction en Bourse met fin à l'une des périodes les plus agitées de l'existence de Goldman Sachs, qui compte parmi ses anciens dirigeants l'actuel secrétaire au Trésor américain Robert Rubin.

Après avoir annoncé en juin 1998 son intention de devenir publique, la banque new-yorkaise était revenue sur cette décision fin septembre en raison de la baisse générale des marchés financiers à cette époque.

Hydro-Québec

Les négociations se poursuivent

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Les négociations, sous l'œil d'un conciliateur, se poursuivaient en soirée hier entre Hydro-Québec et trois groupes de syndiqués qui menacent de déclencher une grève à compter de demain. La société d'Etat a déposé ses offres salariales durant le week-end, qui s'inspirent des augmentations proposées par le gouvernement québécois à sa fonction publique.

«On a déposé nos offres samedi, des offres qui tiennent compte du marché de comparaison et des orientations du premier ministre, énoncées la semaine dernière», a résumé Steve Flanagan, porte-parole d'Hydro. La société d'Etat a donc offert à ses 16 000 techniciens, employés de bureau et de métier des augmentations qui s'inspirent du 5 % sur trois ans offert par le gouvernement aux employés du secteur public. Cette offre étant sur trois ans alors que les négociations d'Hydro couvrent une période de deux ans, M. Flanagan n'a pas voulu préciser quel est le pourcentage exact. «Le conciliateur a demandé aux parties de respecter un embargo sur les négociations», s'est-il contenté de dire.

13 % d'augmentation sur deux ans

Les syndiqués, membres du Syndicat canadien de la fonction publique, réclament 13 % pour les deux prochaines années, soit 7 et 6 %. L'écart est donc grand. «Nous sommes ouverts à d'autres avenues. Nous leur avons manifesté une ouverture, non sur la base mais sur d'autres avenues. Même s'ils tiennent un discours de grève qui, à ce stade-ci, n'aide pas à la négociation, nous croyons toujours qu'un conflit est évitable», a ajouté Steve Flanagan.

Celui-ci a affirmé cependant que la société d'Etat était disposée à élargir la discussion pour la faire porter sur autre chose que la stricte question des salaires.

Vendredi dernier, les trois syndicats impliqués dans la négociation ont vu le Conseil des services essentiels du Québec reconnaître leur droit de grève. La liste de services essentiels à assurer durant la période de grève est également retenue. En cas de grève, les employés syndiqués ont promis de ne pas toucher aux services directs aux usagers québécois, réservant leur action aux rentrées financières d'Hydro-Québec, soit la facturation et les exportations.

Avec une entreprise privée

Le Fonds de solidarité et Innovatech mettent Simplier Networks sur pied

LE DEVOIR

Le Fonds de solidarité FTQ, Innovatech Grand Montréal, ainsi qu'un partenaire privé américain ont investi chacun deux millions dans la mise sur pied de Simplier Networks. Cette nouvelle entreprise de télécommunications, qui se spécialise dans la téléphonie empruntant un protocole Internet, devrait créer plus de 100 emplois directs et indirects en technologie de pointe au

Québec au cours des trois prochaines années. La Banque de Montréal et Investissement-Québec garantissent également plus de trois millions en financement par l'entremise de prêts divers.

Infrastructure des réseaux

Simplier Networks développera des solutions de commutation permettant une meilleure gestion de l'infrastructure des réseaux de télécommunications, plus particulière-

ment en ce qui a trait à l'implantation et à l'approvisionnement de services téléphoniques voix/données conventionnels et nouveaux, tels que l'accès Internet à haute vitesse. Créée par des anciens gestionnaires de Nortel, Bell Canada et NORDX/CDT, Simplier Networks s'attaquera aux marchés récemment déregulés de la téléphonie locale en Amérique du Nord et dans le monde, un marché estimé à 100 milliards aux États-Unis seulement.

EN BREF

Télémedia veut acquérir une trentaine de stations de radio dans l'Ouest

Vancouver (PC) — Télémedia s'étend à l'Ouest, avec une offre publique d'achat de 50 millions pour Okanagan Skeena Group, propriétaire et exploitant de 31 stations de radio, deux stations de télévision ainsi que 12 réseaux de câblodistribution. Okanagan Skeena détient un plus grand nombre de licences de radiodiffusion que n'importe quel autre diffuseur au Canada. Télémedia détient présentement 27 licences de radiodiffusion, presque toutes au Québec et en Ontario. Sa présence dans l'Ouest canadien se limitait jusqu'ici à une station de radio d'Edmonton. Le conseil d'administration de Skeena Group a fait savoir par voie de communiqué, hier, qu'il recommandait à l'unanimité l'acceptation de l'offre de Télémedia de 9 \$ pour chaque action avec droit de vote et 11,25 \$ pour chaque action privilégiée. Les actions avec droit de vote d'Okanagan Skeena se transigeraient vendredi à 7 \$ au moment de la fermeture de la Bourse de Toronto.

Plus de vols entre Dorval et Bruxelles

(Le Devoir) — Le nombre de vols sans escale de Sabena reliant l'aéroport de Dorval à Bruxelles passera de quatre à six par semaine à compter du 1er juin. Les départs auront lieu tous les jours sauf les jeudis. Sabena utilise des Boeing MD-11 sur la liaison Montréal-Bruxelles, soit des gros porteurs d'une capacité de 297 passagers. Le transporteur belge a souligné qu'il avait repris ses liaisons avec Montréal en 1998, après une absence de cinq ans. La compagnie aérienne reliait Montréal depuis 1957 mais elle a interrompu cette liaison en 1993. «Le rétablissement des liaisons avec Montréal coïncide avec le transfert des vols internationaux de l'aéroport de Mirabel à Dorval», a-t-elle pris soin de souligner.

ADM accueille Austrian Airlines

(Le Devoir) — Aéroports de Montréal (ADM) a accueilli hier Austrian Airlines, qui ajoute ainsi une 19e destination internationale à l'aéroport de Dorval. «Déjà présente aux États-Unis, Austrian Airlines étend aujourd'hui son réseau en reliant, directement et sans escale, Vienne et Montréal deux fois par semaine en A310», a souligné ADM. Depuis la mise en vigueur des nouvelles règles d'affectation des vols passagers internationaux réguliers, en septembre 1997, Dorval a accueilli le retour de Sabena qui, après cinq ans d'absence, a rétabli la liaison Montréal-Bruxelles. De plus, trois nouvelles destinations ont été introduites, soit Bruxelles, Francfort et Washington. Enfin, la fréquence des vols entre Montréal et les villes de Madrid, Tel-Aviv et Zurich a été accrue, a rappelé ADM.

MediaOne accepte l'offre d'ATT

Englewood (AFP) — Le câblo-opérateur MediaOne Group a indiqué hier qu'il rompt ses négociations de fusion avec Comcast et choisissait d'accepter l'offre de rachat d'AT&T, qui constitue «une proposition supérieure», selon un communiqué de MediaOne. Comcast et MediaOne, respectivement troisième et quatrième câblo-opérateurs américains, avaient annoncé fin mars leur intention de fusionner dans une opération par échange d'actions évaluée à environ 50 milliards. Comcast a jusqu'à jeudi pour répondre à l'offre d'AT&T. America Online et Microsoft sont des partenaires potentiels pour aider Comcast à surenchérir sur la proposition d'AT&T, évaluée à 58 milliards. Mais Comcast aura du mal à faire mieux qu'AT&T. L'offre du géant des télécommunications comprend plus de 20 milliards au comptant et des actions donnant droit de vote. Par comparaison, Comcast n'offrait que des actions sans droit de vote. Si AT&T l'emportait dans la bataille avec Comcast, le groupe contrôlerait plus de 65 % des clients du câble aux États-Unis.

CDPQ achète des actions de SNC

(Le Devoir) — Capital d'Amérique CDPQ, une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec, a acquis par voie de placement privé, du Groupe SNC-Lavalin, 4,3 millions d'actions ordinaires de la firme d'ingénierie, pour une valeur de 50 millions. Cette acquisition porte à plus de 6,1 millions le nombre d'actions de cette catégorie détenues par la Caisse et Capital d'Amérique CDPQ, soit 12,6 % des actions ordinaires en circulation. «Cette opération a été effectuée à des fins d'investissement», a pris soin d'ajouter la Caisse.

Une grande voiture.



Un petit prix.

379 \$ PAR MOIS*

LOCATION 36 MOIS PASSAT GLS 99

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

* L'offre s'applique à une Passat GLS 1999, 5 vitesses, neuve. Photo à titre indicatif seulement. Versement initial de 2 875 \$ ou échange équivalent. Dépôt de garantie de 430 \$ requis à la transaction. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 0,10 \$ du km additionnel après 60 000 km. Sujet à l'approbation de crédit de Credit VW Canada, Inc. Offre valide pour un temps limité. L'offre ne s'applique qu'aux particuliers et que pour un usage personnel et non commercial. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Chez les concessionnaires participants.

Êtes-vous fait pour Volkswagen?™

1 888 ROULE VW ou VW.COM



LES CONCESSIONNAIRES VOLKSWAGEN

AVIS PUBLICS



APPELS D'OFFRES

La présente publication ne constitue pas un avis d'appel d'offres. Les personnes désirant soumettre une offre doivent se référer aux avis d'appel d'offres diffusés par l'intermédiaire des babillards électroniques CIEC ou MERX.

Québec-Chaudière-Appalaches (1)

Dossier 803154-00 *

Entretien paysager de divers terrains (7) de la région Chaudière-Appalaches (Québec).

Clôture : 99-05-20 à 15 h à Sainte-Foy.

Dossier 80730801

Construction d'un magasin de pièces au 8400, rue Sous-le-Vent, Charny (Québec).

Clôture : 99-05-18 à 15 h à Sainte-Foy.

Dossier 80948900

Contrat ouvert pour un entrepreneur général dans la région de Québec (Québec).

Clôture : 99-05-12 à 15 h à Sainte-Foy.

Dossier 81682600

Entretien ménager au 433, Route 138, Cap-Santé (Québec).

Garantie de soumission : 2 500 \$

Clôture : 99-05-18 à 15 h à Sainte-Foy.

Dossier 81770500 (1) et (2)

Contrat ouvert en estimation - contrôle des coûts dans la région de Québec (Québec)

Garantie de soumission : 10 000 \$

Clôture : 99-05-19 à 15 h à Sainte-Foy.

Dossier 82061500 **

Services professionnels en architecture au 5353, boul. Pierre-Bertrand, Québec (Québec).

Clôture : 99-05-13 à 15 h à Sainte-Foy.

Dossier 82065600 *

Rénovation de systèmes mécaniques et réfection de la toiture et du crépi extérieur au 13, rue St-Stanislas (Québec).

Garantie de soumission : 25 000 \$

Clôture : 99-05-25 à 15 h à Sainte-Foy.

Bas-St-Laurent - Gaspésie (3)

Dossier 76421900

Entretien planifié et traitement des eaux de divers édifices (4), Gaspé, Percé et Pabos (Québec).

Clôture : 99-05-18 à 15 h à Rimouski.

Mauricie - Centre-du-Québec (4)

Dossier 79029000

Gardiennage au 100, rue Lavolette, Trois-Rivières (Québec).

Clôture : 99-05-25 à 15 h à Trois-Rivières.

Dossier 80656500

Entretien ménager au 62, rue St-Jean-Baptiste, Victoriaville (Québec).

Garantie de soumission : 3 670 \$

Clôture : 99-05-25 à 15 h à Trois-Rivières.



VILLE DE MONTRÉAL-NORD

Service des Travaux publics

APPEL D'OFFRES

RÉFECTION DE SECTIONS DE PAVAGES ET TROTTOIRS

CONTRATS NOS 638 ET 639

Des soumissions dans des enveloppes scellées portant les inscriptions: «SOUMISSION - RÉFECTION COUPES ET RÉPARATION DE SECTIONS DE PAVAGES - CONTRAT NO 638 ET SOUMISSION - AMÉNAGEMENT D'ENTRÉES CHARRIÈRES ET RECONSTRUCTION DE SECTIONS DE TROTTOIRS - CONTRAT NO 639, et adressées à la soussignée, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, 4243 rue de Charleroi, Montréal-Nord, H1H 5R5, seront reçues jusqu'à 16h30, le mardi 25 mai 1999, pour les travaux suivants:

Contrat no 638: Réfection de coupes et réparation de sections de pavages sur diverses rues de la Ville.

Contrat no 639: Aménagement d'entrées charrières et reconstruction de sections de trottoirs sur diverses de la Ville.

Les cahiers des charges préparés par les ingénieurs de la Ville ainsi que les formules de soumission peuvent être obtenus au bureau du Chef de la division de l'Approvisionnement, monsieur Réal Leclerc, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, 4243 rue de Charleroi, Montréal-Nord, moyennant un dépôt de cinquante dollars (50 \$) en argent ou sous forme de chèque visé. Cette somme est remboursée aux soumissionnaires dès qu'ils ont retourné les cahiers des charges en bon état, suite à l'ouverture de soumissions.

Veillez noter que les heures d'affaires sont les suivantes: du lundi au jeudi inclusivement, de 8h30 à 12h00 et de 13h15 à 16h30, et le vendredi de 8h30 à 13h00. Veillez également prendre note que les bureaux seront fermés le lundi 24 mai 1999, jour de la fête de Dollard.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un cautionnement de soumission au montant de 10 % du total de la soumission. Le cautionnement de soumission doit être accompagné d'une lettre garantissant l'émission d'un cautionnement d'exécution et d'un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services.

La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et ce, sans obligation d'aucune sorte envers le ou les soumissionnaires.

Les soumissions seront ouvertes à une séance du conseil, le mardi 25 mai 1999, à 20h00, à la salle des délibérations, 11 155 avenue Hébert, Montréal-Nord.

Donné à Montréal-Nord, ce 4 mai 1999.

Le greffier,
Me Hélène Simoneau

VILLE DE MONTRÉAL-NORD

APPEL D'OFFRES

CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES MUNICIPALES DANS L'AVENUE ARMAND-LAVERGNE, AU NORD DE LA RUE DE CHARLEROI

Des soumissions dans des enveloppes scellées portant inscription: «SOUMISSION - CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES MUNICIPALES DANS L'AVENUE ARMAND-LAVERGNE, AU NORD DE LA RUE DE CHARLEROI - CONTRAT NO 637 - adressées au bureau du greffier à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord seront reçues jusqu'à seize heures trente (16h30), le mardi 25 mai 1999 pour les travaux suivants:

CONTRAT NO 637: Construction d'aqueduc, d'égout combiné, de fondation de rue, de bases de béton et conduits pour éclairage de rue, de trottoirs et pavage sur l'avenue Armand-Lavergne, au nord de la rue de Charleroi (Phase 1)

(Quantités approximatives: 250 m d'aqueduc, 240 m d'égout, 2900 m² de rue)

Ne seront considérées que les soumissions préparées sur les formules fournies par le Directeur du Génie et de l'Urbanisme de la Ville. Ces formules de même que les plans et cahiers de charges seront obtenus au bureau du Chef de la Division de l'Approvisionnement, monsieur Réal Leclerc, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, 4243, rue de Charleroi, moyennant un dépôt de cinquante dollars (50 \$) en argent ou un chèque visé. Ce montant sera remboursé aux soumissionnaires dès qu'ils auront retourné les plans et cahiers de charges en bon état, dans les dix (10) jours qui suivront la date de l'ouverture des soumissions. Veillez noter que les heures de bureau sont les suivantes: 8h30 à midi et 13h15 à 16h30 du lundi au jeudi et de 8h30 à 13h00 le vendredi. Les bureaux seront toutefois fermés lundi le 24 mai 1999.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un cautionnement de soumission au montant de 10 % de la valeur totale de la soumission et de lettres garantissant l'émission d'un cautionnement d'exécution et d'un cautionnement pour gages, matériaux et services.

La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, ce, sans obligation d'aucune sorte envers le ou les soumissionnaires.

Lesdites soumissions seront ouvertes à une assemblée du conseil le 25 mai 1999 à vingt heures (20h) à la Salle des Délibérations, 11 155, avenue Hébert, Montréal-Nord.

Montréal-Nord, ce 4 mai 1999.

Le greffier,
Me Hélène Simoneau

DONNEZ À QUELQU'UN UNE DEUXIÈME CHANCE!

Discutez du don d'organes avec votre famille.

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN

LE DEVOIR

LES SPORTS

Une dixième défaite en 11 matchs

Les Expos n'avaient pas encore été blanchis; voilà qui est fait!

RICHARD MILO
PRESSE CANADIENNE

Même avec leur as, les Expos perdent. Devant 5132 personnes, ils se sont inclinés 7-0 contre les Dodgers de Los Angeles pour subir une 10^e défaite en 11 matchs.

Il y a tout de même eu du nouveau... dans la défaite. Les Expos n'avaient pas encore perdu par jeu blanc! Au Stade olympique, ils présentent maintenant une fiche de 3-14.

Pour le gérant Davey Johnson, des Dodgers, il s'agissait d'une 1000^e victoire dans les ligues majeures.

Dustin Hermanson (2-3) a perdu pour la troisième fois de suite. Il a travaillé durant sept manches, il a donné huit coups sûrs et quatre points. Le gros coup a été porté par Todd Hundley, qui a réussi un double de deux points à la quatrième. Le double de Hundley, dont la moyenne ne s'élevait qu'à .180, a été réussi avec un compte de trois balles et aucune prise.

Il avait obtenu le vert feu. La balle a été frappée dans l'allée du champ centre gauche après un simple de Gary Sheffield et un double de Raul Mondesi.

Hermanson a déjà été plus chanceux. À la cinquième, il a été pris en souricière entre le troisième but et le marbre quand il a tenté de marquer du premier but à la suite d'un double de Orlando Cabrera.

Hermanson a aperçu trop tard le signal de l'instructeur au troisième but Pete Mackanin, qui lui faisait signe d'arrê-

ter. Il a tenté de retraire au coussin mais il a été une proie facile.

Un but sur balles obtenu d'une drôle de manière avait permis à Hermanson de se rendre au premier but. Avec un compte complet, l'arbitre Bill Hohn lui a donné une quatrième balle parce que Chan Ho Park a pris trop de temps pour effectuer son tir.

Park brillant

Park (3-2) n'a donné que cinq coups sûrs et deux buts sur balles en sept manches. Il a enregistré huit retraits au bâton. Il n'avait jamais battu les Expos.

À la sixième, il a retiré au bâton Vladimir Guerrero, Brad Fullmer et Michael Barrett pour se sortir d'impatte de brillante façon après un double de Jose Vidro et un frappeur atteint, Rondell White.

Eric Young a été retiré du match dès la première. Il a subi une elongation musculaire au mollet de la jambe droite. Mark Grudzielanek a remplacé Young. Il a réussi trois coups sûrs, dont un triple.

La première manche n'annonçait rien de bon. Hermanson a donné des buts sur balles aux deux premiers frappeurs, Eric Young et Jose Vizcaino. Il a également effectué un mauvais lancer qui a permis à Young de se rendre au troisième but. Mais il s'est ressaisi en obtenant trois retraits de suite. Un seul point a été inscrit et ce fut à la suite du retrait de Gary Sheffield à la suite d'un roulant.

Brian Moehler suspendu 10 jours

St. Petersburg (PC) — Le lanceur Brian Moehler, des Tigers de Detroit, a été suspendu 10 jours pour avoir utilisé une substance défendue pour mettre de l'effet sur sa balle. L'incident est survenu samedi soir contre les Devil Rays de Tampa Bay et Moehler a été chassé de la rencontre par l'arbitre au marbre Larry Barnett. Le lanceur droitier avait un petit morceau de papier sablé attaché au pouce de sa main gauche. Moehler a nié l'infraction, prétendant qu'il ne s'agissait que de poussière. Sa fiche cette saison est de 3-3 après avoir été de 14-14 en 1998.

Le CIO se penchera sur le cas de deux autres membres

Lausanne (AFP) — Le comité exécutif du Comité international olympique devrait prendre une décision définitive sur les cas de deux de ses membres: Un Yong Kim (Corée du Sud) et Phil Coles (Australie), aujourd'hui. L'annonce a été faite hier soir par le juge Kéba Mbaye (Sénégal), président de la nouvelle commission d'éthique qui tenait sa première réunion. Selon le juge Mbaye, une «trentaine de noms» de membres du CIO, dont «une quinzaine» de nouveaux, sollicitant différentes faveurs, ont été cités à la commission par les comités des candidatures des Jeux olympiques des années passées.

Le TAS entend Michelle Smith

Lausanne (AFP) — Le Tribunal arbitral du sport (TAS), la plus haute instance judiciaire sportive, s'est réuni hier pour se prononcer sur l'appel interjeté par la nageuse irlandaise Michelle Smith, triple championne olympique suspendue pour quatre ans en août, à la suite d'un contrôle antidopage altéré. La réunion doit se prolonger aujourd'hui. La Fédération internationale de natation reproche à Smith d'avoir mis de l'alcool dans son urine pour y masquer la présence de produits dopants.

HOCKEY

LIGUE NATIONALE

Quarts de finale d'association
Quatre de sept

ASSOCIATION DE L'EST

Dimanche
New Jersey 2 Pittsburgh 3
Caroline 0 Boston 2
Toronto 1 Philadelphie 0
Ce soir
Pittsburgh au New Jersey, 19h30.

ASSOCIATION DE L'OUEST

Samedi
Colorado 6 San Jose 2
Dimanche
St. Louis 5 Phoenix 3
Hier
Colorado à San Jose
Ce soir
x-San Jose au Colorado, 19h30
St. Louis à Phoenix, 22h30.

x- si nécessaire

Les meneurs

	B	P	Pts
Sakic, Col	3	7	10
MacInnis, StL	3	6	9
Fleury, Col	2	6	8
Yzerman, Det	5	2	7
Drake, Phx	4	3	7
Kovalchuk, Phx	3	4	7
Forsberg, Col	2	5	7
Sheppard, Car	5	1	6
Straka, Phx	4	2	6
Shanahan, Det	3	3	6
Bourque, Bos	1	5	6
Fedorov, Det	1	5	6
Peca, Buf	1	5	6
Hollik, NJ	0	6	6
Lidstrom, Det	0	6	6
Norton, SJ	0	6	6
McKay, NJ	3	2	5
Hejduk, Col	2	3	5
Ricci, SJ	2	3	5
Varadar, Buf	2	3	5
Lemieux, Col	1	4	5
Miller, Phx	1	4	5
Young, StL	1	4	5

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Dimanche
Atlanta 5 Cincinnati 3
New York 2 San Francisco 0
Pittsburgh 8 Colorado 5
Philadelphie 12 Los Angeles 3
Chicago 3 San Diego 2
St. Louis 8 Montréal 7 (10 manches)
Milwaukee 6 Arizona 5
Houston 3 Floride 2

Hier

Los Angeles 7 Montréal 0
San Diego 9 Philadelphie 3
Pittsburgh 9 San Francisco 8
Cincinnati 4 Arizona 3
New York 5 Houston 3
Atlanta 4 St. Louis 2
Milwaukee en Floride, 19h05.
Colorado à Chicago, 20h05.

Ce soir

Colorado (Kile 2-2) à Chicago (Farnsworth 1-0), 14h20
Los Angeles (Valdes 3-0) à Montréal (Pavano 0-4), 19h05
San Diego (Williams 1-0) à Philadelphie (Loewer 1-2), 19h05
Milwaukee (Eidred 0-1) en Floride (Sanchez 0-3), 19h05
San Francisco (Ortiz 3-2) à Pittsburgh (Silva 0-1), 19h05
Houston (Hampton 2-1) à New York (Leiter 1-2), 19h10
St. Louis (Mercker 2-1) à Atlanta (Maddux 4-0), 19h10

CLASSEMENT

Section Est

G	P	Moy.	Diff
Atlanta	18	7	720
New York	17	9	654
Philadelphie	12	13	480
Montréal	7	17	292
Floride	6	19	240

Section Centrale

G	P	Moy.	Diff
Houston	15	10	600
St. Louis	14	10	583
Chicago	12	10	545
Pittsburgh	12	12	500
Cincinnati	10	14	417
Milwaukee	10	14	417

Section Ouest

G	P	Moy.	Diff
San Francisco	16	11	593
Los Angeles	15	11	577
Arizona	14	13	519
Colorado	9	12	429
San Diego	10	15	400

Chiasson meurt dans un accident

Raleigh (PC) — Le défenseur des Hurricanes de la Caroline, Steve Chiasson, est décédé hier matin, à 4h15, à la suite d'un accident de la route. Sa camionnette a capoté alors qu'il se rendait à son domicile après la défaite de son équipe contre Boston.

Il a été éjecté de son véhicule après avoir quitté la route et effectué un tonneau. Selon la police, Chiasson aurait pu consommer de l'alcool avant l'accident. L'avion qui ramenait les Hurri-

canes avait atterri à l'aéroport de Raleigh-Durham vers une heure.

Les Hurricanes ont été éliminés après avoir perdu 2-0 à Boston. Dans la Ligue nationale, Chiasson a également joué avec les Red Wings de Detroit, les Flames de Calgary et les Whalers de Hartford, les ex-Hurricanes.

Agé de 32 ans et natif de Barrie, en Ontario, le hockeyeur laisse dans le deuil son épouse Susan, deux fils et une fille.

Charles Dubuc signe avec les Expos

RICHARD MILO
PRESSE CANADIENNE

Il y avait un Québécois sur le monticule d'exercice des Expos au Stade olympique. Et ce n'était pas Pierre Arsenault, le coordonnateur dans l'enclos des releveurs. Il s'agissait de Charles Dubuc, un lanceur gaucher des Ducs de Longueuil.

Dubuc, 18 ans, a accepté l'offre des Expos, hier, après avoir été le 34^e choix de l'équipe au repêchage de l'an passé. La signature officielle de son contrat a eu lieu vers 18h. Il pourrait toucher entre 10 000 et 15 000 \$ cette année avec les clauses de bonification. Il n'y avait plus aucun joueur originaire du Québec dans l'organisation des Expos.

Le lanceur Fernando DaSilva a été libéré l'an dernier et le receveur Chris Unrat, qui avait été mis sous contrat cet hiver, a été retranché au

camp d'entraînement. «Je voulais jouer avec les Expos et je suis fier de mon coup», a confié Dubuc.

Dubuc, un lanceur gaucher, est un athlète de six pieds un pouce et 185 livres. Il a lancé pendant environ quinze minutes sous l'œil du connaisseur de Claude Raymond, l'ancien lanceur des ligues majeures. Le droitier Miguel Batista lui avait donné ses crampons.

«J'ai pensé à l'argent mais ce n'a pas été un facteur majeur dans ma décision, a expliqué Dubuc. J'aimais mieux accepter moins d'argent pour jouer avec les Expos. C'est une bonne organisation. J'ai plus de chance de graduer avec eux.»

Dubuc, qui est né à Iberville, ne se décrit pas comme un lanceur de puissance même si sa balle rapide atteint les 88 milles à l'heure. «Je déjoue les frappeurs avec ma courbe et j'ai développé un changement de vitesse», a-t-il dit.

Dubuc peut aussi lancer du bras droit. Mais il n'est pas question qu'il devienne un lanceur ambidextre.

«J'ai lancé une manche et un tiers de la main droite en Floride mais je n'ai pas assez d'endurance. Je l'ai fait pour impressionner et dépanner.»

Dubuc profite d'une aide financière de 5000 à 6000 \$ de la Fondation Claude-Raymond depuis quatre ans. Il fait partie de l'Académie de baseball du Canada depuis deux ans.

Raymond estime que Dubuc a un bon potentiel. «Il a une très bonne courbe. Quand on est gaucher et qu'on peut lancer des prises, on peut avoir du succès. Il a aussi un bon changement de vitesse et une rapide qui bouge. Il manque un peu de finesse mais il est jeune. Il a tendance à précipiter son geste vers le marbre.»

Dubuc entreprendra sa carrière dans la Ligue des recrues en Floride.

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

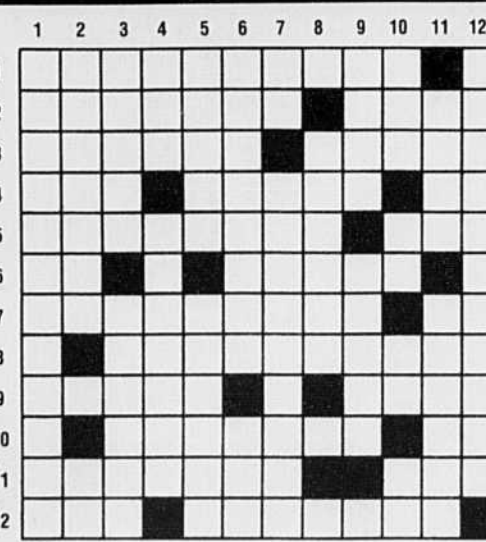
AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

MOTS CROISÉS



- HORIZONTALEMENT**
- Doctrine de Babeuf.
 - Fatiguer. — Affaiblir.
 - Secret. — Dû.
 - Couche. — Sommet des Alpes bernoises. — Américium.
 - Cheval dont la robe est d'une couleur brun jaune. — Empesta.
 - Germanium. — Corde de cow-boy.
 - Chicanerie. — Cobalt.
 - Discerner.
 - De cette façon. — Viande cuite.
 - Lettre grecque archaïque. — Petit ruisseau.
 - Levrette. — Désignation.
 - Agent de Louis XV. — Il fonda la maison Kodak en 1880.
- VERTICALEMENT**
- Situation d'un pays en état de guerre.
 - Radoucir. — Holmium.
 - Assassina. — Dandy.
 - Oiseau palmipède. — Prélèvement pour examen histologique.
 - Lichen. — Mite.
 - Critiquer sur des riens. — Recueil.
 - Iridium. — Maladies de l'oeil.
 - Vénus.
 - Changer de voix. — Désaccoutuma.
 - Levant. — Polonium.
 - Lac pyrénéen. — Sodium.
 - Mâchoires à vis. — Fruit.
 - On y incinère les morts.
- Solution d'hier**
1. WASINGTON, 2. CHA, 3. ORAISON, 4. MAMMOUT, 5. EMBU, 6. ABIGAIL, 7. TAC, 8. ANTE, 9. CAPRE, 10. ANTE, 11. VEN, 12. AREOLE.

I · N · D · E · X

- REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES
- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
 - 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
 - 300 • 399 MARCHANDISES
 - 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
 - 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
 - 600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit

101

PROPRIÉTÉS À VENDRE

AHUNTSIC Près rivière et métro. Superbe cottage rénové qualité supérieure. 9 pces + s/sol. Cachet, foyer, boiseries, et plus. Tél: 387-2061. 325.000\$.

NORD DE GOUIN O. Maison Bourgeoise 10 pces + gar., près écoles privées. (514)336-9910.

103

CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

A 30 MIN. DE MTL (Basses Laurentides). Devenez proprio pour seul. 4265 (tout inclus). Grand condo, 2 c.c., aire ouverte, insonorisé. Idéal pour handicapé. (450)569-9789.

FACE PARC LAFONTAINE. Vue splendide, 9e étage, 2 c.c., 2 s. de b., 1. rénové. Stat. int., terrasse, s/d'exercices, piscine. 844-7133, 528-1778.

PLATEAU, le Dauphin. Studio, 3e, 37.000\$. 762-4714.

115

EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL



À QUÉBEC, Limoilou, cottage en pierre rénové, 4 chambres + 1, sous-sol fini, planchers bois franc et céramique, garage, cour paysagée, à 8 minutes Colline parlementaire, proximité autoroutes, parcs, cégep et hôpitaux. (418) 648-8330, soir - (418) 646-3815, jour

130

MAISONS DE CAMPAGNE

BIJOU de maison champêtre, site exceptionnel. 1.000 pi. le long de la rivière Yamaska. 150.000\$. (450)469-4189.

160

APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

APP-HOTEL, près centre-ville, 3 1/2, 4 1/2, joliment meublés, toutes commodités, câble et élec. inclus. 650\$-750\$/mois, 3 mois minimum. 747-1517.

COIN JEANNE-MANCE/Laurier, beau 6 pièces, chauffé, eau ch., 3e. 775\$/m. 272-5683, 371-3563.

EDOUARD-MONTPETIT (Stirling, 5 1/2, 3 c.c., fermées, rénové, propre. Chauffé, équipé, eau chaude. 271-4168.

GRAND 5 1/2, 3e chauffé, rénové à neuf, tranquille. 950\$/m. Métro Atwater. 934-0618.

MOREAU/Sherbrooke, grand 7 1/2, 3e, calme et ensoleillé. 2 min. métro. 700\$. 255-0426.

MÉTRO BEAUBIEN, rue Chambord, 3 1/2, calme, ler juillet. 375\$ 495-4491.

N.D.G. Co-propriété, entièrement rénovée, 6 1/2 + demi s.s., stat. 975\$. Idéal pour professionnel. (450)691-0969.

N.D.G., 5 1/2, haut duplex, foyer, boiseries, services à prox., tranquille. 750\$/chauffé, juillet. 496-5226.

NOUVEAU BORDEAUX, coin l'Acadie/Gouin, près rivière, 5 1/2, 2e, 2 balcon, 3 c.c., entrée lav/séch. 337-1577 (soir).

OUTREMONT, 1525 Bernard, rez-de-jardin, 5 1/2, 3 c.c., fermées, chauffé, équipé, clair. 271-4168.

OUTREMONT, grand 4 1/2, r. de c., à neuf, parc, métro, 890\$. 271-7071.

OUTREMONT, grands 4 1/2, 5 1/2, 6 1/2, rénovés, luxueux, balcon, entol., 795\$ et 1.200\$ (chauffés), 843-0406, 898-1015.

ROSEMONT, 4 1/2, 2e, entrée lav/séch., entrée privée. 550\$. Références. 727-2084.

ROSEMONT 3 1/2 (fermées), chauffé, frais peint, 2 balcon. 420\$. 769-6332.

RUE GARNIER, près métro Fabre, 4 1/2, 1 pce dble, 1 ch., fermée, puits de lumière, entr. lav/séch., 450\$/m. 729-6009.

160

APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

APP-HOTEL, près centre-ville, 3 1/2, 4 1/2, joliment meublés, toutes commodités, câble et élec. inclus. 650\$-750\$/mois, 3 mois minimum. 747-1517.

COIN JEANNE-MANCE/Laurier, beau 6 pièces, chauffé, eau ch., 3e. 775\$/m. 272-5683, 371-3563.

EDOUARD-MONTPETIT (Stirling, 5 1/2, 3 c.c., fermées, rénové, propre. Chauffé, équipé, eau chaude. 271-4168.

GRAND 5 1/2, 3e chauffé, rénové à neuf, tranquille. 950\$/m. Métro Atwater. 934-0618.

MOREAU/Sherbrooke, grand 7 1/2, 3e, calme et ensoleillé. 2 min. métro. 700\$. 255-0426.

MÉTRO BEAUBIEN, rue Chambord, 3 1/2, calme, ler juillet. 375\$ 495-4491.

N.D.G. Co-propriété, entièrement rénovée, 6 1/2 + demi s.s., stat. 975\$. Idéal pour professionnel. (450)691-0969.

N.D.G., 5 1/2, haut duplex, foyer, boiseries, services à prox., tranquille. 750\$/chauffé, juillet. 496-5226.

NOUVEAU BORDEAUX, coin l'Acadie/Gouin, près rivière, 5 1/2, 2e, 2 balcon, 3 c.c., entrée lav/séch. 337-1577 (soir).

OUTREMONT, 1525 Bernard, rez-de-jardin, 5 1/2, 3 c.c., fermées, chauffé, équipé, clair. 271-4168.

OUTREMONT, grand 4 1/2, r. de c., à neuf, parc, métro, 890\$. 271-7071.

OUTREMONT, grands 4 1/2, 5 1/2, 6 1/2, rénovés, luxueux, balcon, entol., 795\$ et 1.200\$ (chauffés), 843-0406, 898-1015.

ROSEMONT, 4 1/2, 2e, entrée lav/séch., entrée privée. 550\$. Références. 727-2084.